

# IRLANDE



Pour l'Égalité Femme - Homme



**Superficie : 70 273 km**

**Date d'Indépendance : 1937**

**Populations : 4.8 millions**

## **TABLEAU DE LA SITUATION DE L'EGALITE FEMME/HOMME**

L'Irlande<sup>1</sup> est située sur l'île éponyme, au nord-ouest du continent européen dans l'océan Atlantique nord. Elle s'étend sur plus de 85 % de la superficie de cette île, soit 70 273 km (l'Irlande du Nord, au nord-est de l'île, est sous la souveraineté britannique). Le pays est divisé en vingt-six comtés, et sa capitale est Dublin.

L'Irlande est une république parlementaire<sup>2</sup> dont ses deux langues officielles sont l'irlandais et l'anglais. L'Irlande est membre de l'Union européenne depuis 1973. Afin de la différencier de l'île d'Irlande, on la nomme parfois République d'Irlande. La vie politique de l'Etat d'Irlande s'inscrit dans le cadre d'un régime parlementaire.

Le pouvoir exécutif est exercé par le Gouvernement, le chef du gouvernement est le Taoiseach. Le pouvoir législatif par le Gouvernement et le Parlement composé de deux chambres, le Dáil Éireann et le Seanad Éireann. Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Le chef de l'Etat est le président de la République, mais ses pouvoirs sont restreints.

L'économie<sup>3</sup> irlandaise a connu une accélération à partir de 2014. En 2015, le taux de croissance réel du PIB a officiellement dépassé les 25 %. Le taux de chômage est passé de plus de 15 % en janvier 2012 à 4,5 % en juin 2019, le secteur de la construction repart et, après une longue période de contraction, les salaires ont augmenté chaque année depuis 2015. Un écart se creuse cependant entre : d'une part, le secteur des multinationales très productives, évoluant dans des secteurs de pointe, peu dépendantes du marché irlandais et peu exposées au Brexit; et d'autre part, les entreprises indigènes, moins productives, positionnées dans des domaines plus traditionnels (agroalimentaire, tourisme, construction, industrie légère) et principalement actives sur les marchés irlandais et britanniques. Le pays a adhéré à de nombreux instruments internationaux<sup>4</sup> instaurant l'égalité femmes-hommes, parmi lesquels :

---

<sup>1</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irlande/presentation-de-d-irlande/>

<sup>2</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irlande/presentation-de-d-irlande/>

<sup>3</sup> La Banque Centrale Européenne, Dernières données disponibles 2018.

<sup>4</sup> [https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/160/signatures?p\\_auth=pvRV11KM;](https://www.coe.int/en/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/160/signatures?p_auth=pvRV11KM;)

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-3-a&chapter=4&lang=fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-3-a&chapter=4&lang=fr)[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-11&chapter=4&lang=fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr);

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IV-8&chapter=4&clang=\\_fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-8&chapter=4&clang=_fr);

[https://www.ngocsw.org/beijing-25?utm\\_source=NGO+CSW%2FNY+Constituency&utm\\_campaign=431a9b6176-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_09\\_12\\_06\\_10&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_67ac6441ff-431a9b6176-412120921&mc\\_cid=431a9b6176&mc\\_eid=954a9e73f4](https://www.ngocsw.org/beijing-25?utm_source=NGO+CSW%2FNY+Constituency&utm_campaign=431a9b6176-EMAIL_CAMPAIGN_2019_09_12_06_10&utm_medium=email&utm_term=0_67ac6441ff-431a9b6176-412120921&mc_cid=431a9b6176&mc_eid=954a9e73f4);

<https://donnees.banquemondiale.org/theme/genre-et-parite-hommes-femmes?view=chart>;



Résolution  
pour l'égalité  
Femmes



ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
MIGRATION  
Adhésion: 23 décembre 1985

**INSTRUMENTS INTERNATIONAUX**

	<b>LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES CEDEF/CEDAW</b>	Adhésion: 23 décembre 1985
	<b>PROTOCOLE A LA CEDEF</b>	Date de signature : 07 septembre 2000
		Date de ratification : 07 septembre 2000
	<b>LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PIDESC</b>	Date de signature : 01 octobre 1973
		Date de ratification : 08 décembre 1989
	<b>LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT CDE</b>	Date de signature : 30 septembre 1990
		Date de ratification : 28 septembre 1992
	<b>LE STATUT DE ROME</b>	Date de signature : 07 octobre 1998
		Date de ratification : 11 avril 2002
<b>LA RESOLUTION 1325 ET SUIVANTES</b>	Adhésion	
<b>LA DECLARATION DE BEIJING ET PROGRAMME D'ACTION DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES</b>	Adhésion	
<b>CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (ECOSOC), Commission de la Condition de la Femme. RESOLUTION : « Mettre fin à la mutilation génitale féminine».</b>	Adhésion	
<b>INSTRUMENTS</b>	<b>CONVENTION EUROPEENNE SUR L'EXERCICE DES DROITS DES ENFANTS</b>	Date de signature : 25 janvier 1990
		Date de ratification : Pas encore
	<b>CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE : CONVENTION D'ISTANBUL</b>	Date de signature : 05 novembre 2011
		Date de ratification : 08 mars 2019

## **ETAT D'HARMONISATION DE LA LEGISLATION NATIONALE AVEC LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX**

L'Irlande a entamé des programmes<sup>5</sup> de réformes sociales ambitieuses, qui prennent notamment en compte la lutte contre les violences domestiques et sexuelles.

Les stratégies pour l'intégration des migrants et en faveur de l'inclusion des personnes handicapées, des gens du voyage et des Roms, tiennent compte des femmes vulnérables.

La nouvelle stratégie nationale en faveur des femmes, le bilan de la stratégie précédente (2007-2016), est également prise en compte.

La résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui souligne l'importance de la participation des femmes dans la prévention et le règlement des conflits, est appliquée grâce à un plan d'action national lancé en janvier 2015. Ce plan se concentre sur l'autonomisation et le rôle des femmes dans le maintien de la paix et la réconciliation post-conflit.

Des progrès considérables ont été accomplis en Irlande en matière d'égalité des sexes, grâce à la publication d'un Plan national d'action, et plus récemment de la Stratégie nationale (2007-2016) en faveur des femmes.

Ainsi l'Irlande en la matière de l'égalité des sexes et de l'élimination de la violence basée sur le genre, a déjà commencé à mettre en œuvre son second plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité (2015-2018), et devant s'appliquer à l'aide internationale au développement, au maintien de la paix et à l'engagement diplomatique partout dans le monde. Il s'applique aussi aux femmes migrantes affectées par un conflit vivant en Irlande, ainsi qu'aux femmes affectées par le conflit en Irlande du Nord.

---

<sup>5</sup><https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>;

[http://ec.europa.eu/newsroom/document.cfm?doc\\_id=45150](http://ec.europa.eu/newsroom/document.cfm?doc_id=45150)

## **ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES TEXTES SUR L'EGALITE FEMME HOMME : MECANISMES INSTITUTIONNELS, AVANCEES ET OBSTACLES DANS DIFFERENTS DOMAINES**

Pour la mise en œuvre des textes visant l'égalité femmes-hommes, le pays s'est doté de plusieurs mécanismes institutionnels.

### **Mécanismes institutionnels**

En Irlande, le Département de la justice, de l'égalité et de la réforme juridique en collaboration avec toutes les autres institutions gouvernementales<sup>6</sup>, la Direction de l'égalité des sexes du Département des affaires communautaires, la société civile comme (le Conseil national des femmes irlandaises etc.), les ONG, participent à la mise en œuvre des politiques de l'égalité femme et homme dans le pays comme dans les cadres communautaire et international. Une nouvelle Commission des droits de l'homme et de l'égalité est créée par la fusion de la commission sur l'égalité et de celle des droits de l'homme.

### **AVANCEES ET OBSTACLES DANS DIFFERENTS DOMAINES :**

Malgré l'existence du cadre juridique, de mécanismes institutionnels mis en place pour rendre effective l'égalité femmes-hommes en Irlande, il existe encore dans divers domaines, de nombreux obstacles qui freinent l'atteinte de cet objectif.

#### **➤ Santé et social**

- **LES AVANCEES**

Le 8e amendement à la Constitution irlandaise, protège le droit à la vie du fœtus au même titre que celui de la mère, sur le type de soins proposés aux femmes enceintes. Profondément ancré dans la

---

<sup>6</sup> <http://newsrse.fr/wp-content/uploads/2019/02/GUIDE-2019-Egalit%C3%A9-mixit%C3%A9-diversit%C3%A9-INTEGRAL.pdf>;

<https://rm.coe.int/cinquieme-rapport-sur-l-irlande/168094c576>; <https://rm.coe.int/cinquieme-rapport-sur-l-irlande/168094c576>.

doctrine religieuse, le 8e amendement se traduit dans les faits par une grande importance accordée à la vie du fœtus, qui prime sur les risques potentiels pour la santé et la vie de la femme.

Le programme actuel du Gouvernement intitulé « Vers 2016 », énonce l'engagement d'améliorer « l'égalité d'accès et l'égalité »<sup>7</sup> des soins dans le système de santé entre les patients assurés par les secteurs public et privé. Le dispositif en faveur de la mère et l'enfant, prévoit un protocole de soins conventionnés gratuits pour toutes les femmes enceintes résidant habituellement en Irlande.

La nouvelle loi sur l'avortement de l'Irlande a été adoptée depuis 2013 et elle est entrée en vigueur en 2014. Cependant, le Parlement irlandais a adopté, le 13 décembre, le projet de loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse, que les Irlandais ont voté par référendum<sup>8</sup> à 66% le 25 mai 2018.

Interdite depuis 1983 dans la Constitution, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) est désormais encadrée par la loi depuis le 13 décembre 2018. L'avortement est libre jusqu'à 12 semaines d'aménorrhée et autorisé, passé ce délai, en cas de risques pour la santé des femmes.

En Irlande, la légalisation de l'avortement est entrée en vigueur le 1er janvier 2019. Elle autorise l'IVG sans conditions jusqu'à 12 semaines et 24 semaines dans les cas de « risque pour la vie » ou de « grave danger pour la santé » de la femme enceinte. Elle permet aussi l'avortement en cas d'anomalie du fœtus qui pourrait conduire à sa mort in utero.

Le nombre de médecins généralistes travaillant en zone rurale a beaucoup augmenté, et a par ailleurs fait valoir la délégation.

- **LES OBSTACLES**

Chaque jour, entre 10 et 12 femmes et jeunes filles âgées de 20 à 34 ans vivant en Irlande, se rendent en Angleterre pour se faire avorter. Les raisons qui les poussent à interrompre leur grossesse sont diverses, elles n'ont pas accès à des services d'avortement sûrs et légaux en Irlande, où le fait de provoquer un avortement<sup>9</sup> a été érigé en infraction pénale, sauf lorsque la grossesse représente un risque « réel et substantiel » pour la vie de la femme.

---

<sup>7</sup> Amnesty International, juin 2015, Index : EUR 29/1597/2015

<sup>8</sup> <https://www.touteleurope.eu/actualite/le-droit-a-l-avortement-dans-l-ue.html>

<sup>9</sup> Amnesty International, juin 2015, Index : EUR 29/1597/2015

Les lois restrictives sur l'avortement, comme celles qui sont appliquées en Irlande, bafouent les droits des femmes. Le droit international relatif aux droits humains et les normes en la matière, établissent clairement que les femmes ne doivent pas être passibles de sanctions pénales pour avoir subi un avortement. Les professionnels de la santé ne doivent pas non plus se voir infliger de telles sanctions pour avoir fourni aux femmes des services d'avortement sûrs.

La loi irlandaise sur l'avortement continue d'ériger l'avortement en infraction en cas de viol, d'inceste et de malformation grave ou mortelle du fœtus, ce qui prolonge les souffrances des victimes de violence sexuelle et des couples qui sont déjà confrontés à une terrible perte.

Les pharmaciens disposaient d'une clause de conscience leur permettant de ne pas délivrer de moyens de contraception s'ils ne le souhaitaient pas.

La symphysiotomie constitue une pratique chirurgicale obsolète et préjudiciable à la santé reproductive des femmes en Irlande.

## ➤ Education et Culture

### • LES AVANCEES

L'école joue un grand rôle dans la promotion de l'égalité entre hommes et femmes, et cette question est bien prise en compte dans les programmes et la formation des enseignants en Irlande.

Assurer une éducation<sup>10</sup> d'une excellente qualité pour tous, tel est l'objectif de l'Action Plan for Education 2016-2019, lancé en septembre 2016 par le gouvernement irlandais. L'objectif du plan est d'améliorer le système, à travers une pluralité de stratégies et de programmes concernant tous les secteurs.

En ce qui concerne la santé reproductive, un programme obligatoire est prévu à l'école. Les jeunes filles-mères peuvent retourner à l'école après la naissance de leur enfant, à mi-temps, mais également à distance pour qu'elles puissent étudier à domicile.

---

<sup>10</sup> <http://newsrse.fr/wp-content/uploads/2019/02/GUIDE-2019-Egalit%C3%A9-mixit%C3%A9-diversit%C3%A9-INTEGRAL.pdf>

La présence<sup>11</sup> des filles au niveau secondaire est égale à celle des garçons et très peu d'entre elles décrochent de l'école avant leur majorité. En effet, le rapport<sup>12</sup> de la Higher Education Authority (HEA) montre que 53% des étudiants, 54% des doctorants et 51% des enseignants sont des femmes.

Le gouvernement irlandais a lancé une initiative visant à donner la priorité à l'éducation des filles et à augmenter ses investissements dans l'éducation, en particulier pour les filles dans des situations d'urgence, avec un engagement de dépenser au moins 250 millions d'euros au cours des cinq prochaines années.

En 2017 les taux suivants ont été enregistrés en Irlande dans le cadre de l'éducation nationale, au niveau du pré primaire 162.45% pour les femmes contre 165.39% pour les hommes, au niveau du primaire 100.69% pour les femmes contre 101% pour les hommes, au niveau du secondaire 124.29% pour les femmes contre 126.28% pour les hommes, et au niveau du supérieur 82% pour les femmes contre 73.74% pour les hommes.

- **LES OBSTACLES**

Les obstacles<sup>13</sup> auxquels sont confrontées les femmes en Irlande dans le domaine de l'éducation, renvoient aux mariages précoces qui ont des conséquences graves sur la santé des filles (violences, grossesses précoces, VIH/sida, etc.), mais également sur leur éducation.

La répartition traditionnelle des rôles dans la contribution aux tâches domestiques, les réticences culturelles des familles à laisser une fille sortir du foyer, les facteurs socio-culturels et religieux sont nombreux.

L'insécurité que vivent les filles à l'école ou dans les foyers, les empêche également de suivre correctement les cours dispensés. Ce contexte encourage souvent les parents à retirer leurs filles de l'école en général.

---

<sup>11</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS>

<sup>12</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/irlande/article/egalite-des-genres-dans-les-universites-l-irlande-peut-bien-mieux-faire>

<sup>13</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS>;

<https://data.oecd.org/fr/eduatt/taux-de-scolarisation.htm>

## ➤ Parité

- LES AVANCEES

Les femmes sont bien représentées<sup>14</sup> au sein des institutions en Irlande. Les femmes sont bien représentées dans les postes à responsabilité au sein des affaires étrangères. On note également, une meilleure représentation des femmes au sein de la chambre basse.

C'est un pays où il fait plutôt bon à vivre pour les femmes, que ce soit en matière de salaires ou de postes clés dans de grandes entreprises internationales. Le pays reste toujours mieux classé en matière de parité dans l'espace communautaire de l'UE.

- LES OBSTACLES

La représentativité des femmes au Cabinet, dans les collectivités locales et des forces de sécurité en Irlande, reste encore à revoir. Il en est de même pour les postes de responsabilité, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

## ➤ Participation politique des femmes

- LES AVANCEES

Pour ce qui est de la représentation politique<sup>15</sup> des femmes, les partis politiques ne peuvent bénéficier de financements publics, que s'ils présentent au moins 30% de femmes aux élections. Lors des élections législatives de 2016, le nombre de femmes élues à la chambre basse avait augmenté de 6%. De nombreuses mesures ont été prises pour encourager la participation des femmes à la vie politique en Irlande.

---

<sup>14</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

<sup>15</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

- **LES OBSTACLES**

Les systèmes de quotas de femmes en politique ne sont fixés que pour les élections nationales. Dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale pour l'égalité des sexes, cette question est également prise en compte. La représentation<sup>16</sup> des femmes reste défavorable pratiquement en politique même avec l'imposition de quotas en Irlande et même dans l'espace communautaire.

➤ **Violences basées sur le genre**

- **LES AVANCEES**

La législation sur les violences au sein de la famille accorde une protection aux conjoints, à tout enfant, aux autres personnes en charge et à tout autre membre de la famille. Ces lois autorisent les policiers à intercepter sans mandat d'arrêt les auteurs de violences familiales ou domestiques. De plus, le code pénal prévoit un arsenal de sanctions à la disposition des tribunaux dans les affaires de violences familiales et domestiques.

Bien qu'une gamme complète de mesures civiles et pénales, soit en place pour contrer les violences familiales et domestiques, le fonctionnement de la législation<sup>17</sup> y afférent est continuellement réexaminé. La sollicitation de prestations sexuelles tarifées reste incriminée en Irlande.

Les victimes de mutilations génitales féminines sont prises en charge par les hôpitaux, y compris pour ce qui est des migrants. Les victimes de traite sont logées dans des foyers gérés par le Ministère de la justice. Les mêmes que ceux qui accueillent les demandeurs d'asile.

La prostitution a été pénalisée, afin de mettre à terme la traite de femmes. Une aide administrative et des allocations sont prévues pour aider les travailleuses du sexe à sortir de la prostitution. Des campagnes de sensibilisation à la lutte contre l'exploitation sexuelle des femmes ont en outre été mises en place.

---

<sup>16</sup> <https://resultats-elections.eu/outils/widget-pays/irlande/2019-2024/>

<sup>17</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

- **LES OBSTACLES**

L'existence de stéréotypes<sup>18</sup> crée une situation où les lois, les politiques et les pratiques, institutionnalisent<sup>19</sup> les violences faites aux femmes et aux filles en Irlande.

Les stéréotypes de genre pernicious sur les rôles des femmes, sont inscrits dans la Constitution irlandaise, qui renforce une idéologie étatique profondément 'genrée' autour d'une famille patriarcale traditionnelle et d'un rôle idéalisé des femmes en tant que « mères ». L'Église catholique, reste aussi très défavorable à la question de l'avortement.

Dans les foyers réservés aux femmes et aux enfants, victimes de violences sexuelles, de nombreuses violations extrêmement graves des droits de l'homme, ont été dénoncées par les ONG et les associations de défense des droits de l'homme en Irlande. L'absence de données ventilées concernant les violences conjugales et le mariage forcé en Irlande, étouffent également l'ampleur des violences domestiques et familiales.

➤ **Accès à la justice**

- **LES AVANCEES**

Le Bureau de l'aide juridictionnelle dans les affaires civiles, a mis en place une procédure permettant de nommer immédiatement un conseiller juridique pour aider les personnes qui veulent obtenir une ordonnance en application de ces lois<sup>20</sup>. De plus, le code pénal prévoit un arsenal de sanctions à la disposition des tribunaux dans les affaires de violences domestiques et familiales.

En ce qui concerne la formation du personnel des tribunaux, les greffiers des tribunaux de district qui traitent les affaires domestiques et familiales, sont notamment formés aux meilleures pratiques

---

<sup>18</sup><https://www.europe1.fr/international/irlande-des-femmes-postent-des-photos-de-leurs-sous-vetements-pour-protester-contre-un-acquittement-pour-viol-3801467>

<sup>19</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>;

<sup>20</sup> <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/take-action/commit/government-commitments>;

<https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/violences-faites-aux-femmes-des-lois-depassees-en-matiere-de-viol-partout-en>

concernant l'approche sensible et attentionnée des victimes. Un programme de formation du personnel des tribunaux en cours, traite les aspects techniques, juridiques et comportementaux des différents postes de travail. Par ailleurs, des fonds sont débloqués pour permettre l'amélioration des prisons pour les femmes du pays.

- **OBSTACLES**

Les obstacles judiciaires<sup>21</sup> empêchent les victimes de bénéficier des indemnisations adéquates. L'ampleur, la gravité et la durée des violations des droits des femmes, ainsi que l'implication de l'Église catholique, entravent pleinement l'exercice des droits des femmes en Irlande. On peut relever, une surpopulation carcérale chez les femmes, mettant en cause l'emprisonnement pour des délits mineurs.

Au total, 3.8% des personnes détenues en Irlande sont des femmes et ce chiffre est en augmentation. Souvent, les femmes sont détenues pour des peines de très courte durée. Dans ce contexte, les peines alternatives doivent être encouragées pour toute condamnation inférieure à un an de prison ferme pour les femmes. On peut noter aussi une absence de volonté de concrétisation d'un centre ouvert pour femmes, de manière à éviter des emprisonnements fermes des femmes en Irlande.

➤ **Accès aux ressources**

- **LES AVANCEES**

L'emploi des femmes a augmenté de 3.3% sur les douze derniers mois et a permis d'améliorer l'indépendance et l'émancipation des femmes en Irlande. Les deux priorités du Gouvernement sont l'emploi et le logement, deux politiques qui bénéficient également aux femmes avec un taux<sup>22</sup> de 51,88% de la population active en 2017. L'emploi permet d'améliorer l'indépendance et l'émancipation des femmes en Irlande. Plusieurs millions d'euros ont été débloqués par l'Union européenne pour rapprocher les femmes du marché de l'emploi et soutenir l'entrepreneuriat féminin dans ce pays.

---

<sup>21</sup> <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/ireland-should-remove-obstacles-to-the-equality-of-travellers-women-and-children>

<sup>22</sup> OIT, Laborstat - Yearly Statistics ; <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pays/ireland/economie-3>

Concernant la protection sociale, le budget 2017 prévoyait de nombreuses mesures de soutien pour les parents isolés dont 90% sont des femmes. Le régime de protection sociale couvre tous les risques (maladie, maternité, invalidité, vieillesse, survivant, accidents du travail, maladie professionnelle et chômage).

Pour ce qui est des femmes rurales, le Ministère de l'agriculture encourage et accompagne les exploitations agricoles dont les femmes sont propriétaires ou copropriétaires. De nombreuses femmes bénéficient de l'aide de l'Etat pour se reconverter et exercer des activités non agricoles. Des programmes de l'Union européenne soutiennent également les femmes vivant en milieu rural. Les femmes réfugiées ont le droit de travailler dès qu'elles arrivent en Irlande.

- **LES OBSTACLES**

Le gouvernement irlandais devrait veiller à ce que la reprise économique bénéficie aux groupes les plus vulnérables et s'efforcer de promouvoir l'égalité des Gens du voyage, des femmes et des enfants en levant les obstacles qui les empêchent de jouir pleinement de leurs droits.

En Irlande, l'inégalité de genre est une anomalie souvent occultée. Or, la plus grande partie de la législation irlandaise sur l'égalité a été imposée par les directives de l'Union européenne, bien plus qu'elle n'a été voulue par les gouvernements nationaux successifs. Le pays a bénéficié d'une croissance économique spectaculaire au cours des vingt dernières années, ce qui a conduit à une augmentation très nette du nombre des femmes au travail. Cependant, ces emplois féminins demeurent, pour une grande part, concentrés dans des secteurs à bas salaires comme le commerce, l'accueil, les soins à la personne. A travail égal et compétences équivalentes, les femmes gagnent moins et leur équilibre de vie n'y trouve pas son compte. Les femmes et les filles irlandaises se montrent pour autant nettement supérieures aux hommes et aux garçons dans les études.

### **OBSERVATIONS GENERALES**

L'Irlande a un système juridique en faveur des questions genres, cependant on s'inquiète de l'effectivité de certaines conventions dans l'ordre juridique interne. Le cadre législatif doit s'adapter à l'évolution de la société. La Constitution irlandaise devrait proclamer l'égalité entre les hommes et les femmes, et le Gouvernement doit abroger les dispositions anachroniques qui promeuvent une vision traditionnelle du rôle des femmes et des hommes dans la société surtout sous l'influence de l'église.

La légalisation sur l'avortement n'est pas encore effective en pratique et les écarts salariaux existent encore dans bien des secteurs d'activités. Malgré tout, il est à relever que l'Irlande a fait beaucoup d'efforts en matière de l'égalité femme et homme dans des domaines comme l'éducation, la santé, la participation politique etc.

## **RECOMMANDATIONS**

L'Irlande doit mettre en œuvre les recommandations du Comité des droits de l'homme de l'UE, afin d'assurer la pleine mise en œuvre des dispositions Conventionnelles pour une égalité femmes et hommes dans tous les secteurs de la vie sociale en Irlande.

L'Irlande reste attachée aux droits des femmes, cependant elle doit favoriser la participation active de la société civile et des ONG à l'élaboration des politiques nationales pour l'atteinte des objectifs sur l'égalité femme et homme en Irlande.

L'Irlande doit mettre en place des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation destinés au grand public pour contrer les effets des stéréotypes qui constituent une discrimination à l'égard des femmes et les rendent plus vulnérables.

Adopter une législation complète et spécifique sur les questions de violence domestique, Ratifier le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir le trafic de personnes, en particulier des femmes et des jeunes filles se rapportant à la Convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée.

L'Irlande doit se conformer aux législations communautaire et internationale en matière de l'égalité des femmes et des hommes et respecter son engagement face à la déclaration de Beijing plus 25.

**N.B** : Le RF-EFH est disponible pour accompagner le pays dans la mise en place des programmes pour la réduction du différentiel de salaire entre les femmes et les hommes.

## Sources

<sup>1</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irlande/presentation-de-d-irlande>

<sup>1</sup> La Banque Centrale Européenne, Dernières données disponibles 2018.

<sup>1</sup> [https://www.coe.int/en/web/conventions/fulllist//conventions/treaty/160/signatures?p\\_auth=pvRV11KM](https://www.coe.int/en/web/conventions/fulllist//conventions/treaty/160/signatures?p_auth=pvRV11KM);

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=IV-11&chapter=4&lang=fr](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr);

[https://www.ngocsw.org/beijing25?utm\\_source=NGO+CSW%2FNY+Constituency&utm\\_campaign=431a9b6176EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_09\\_12\\_06\\_10&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_67ac6441ff-431a9b6176-412120921&mc\\_cid=431a9b6176&mc\\_eid=954a9e73f4](https://www.ngocsw.org/beijing25?utm_source=NGO+CSW%2FNY+Constituency&utm_campaign=431a9b6176EMAIL_CAMPAIGN_2019_09_12_06_10&utm_medium=email&utm_term=0_67ac6441ff-431a9b6176-412120921&mc_cid=431a9b6176&mc_eid=954a9e73f4);

<https://donnees.banquemondiale.org/theme/genre-et-parite-hommes-femmes?view=chart>;

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>;

[http://ec.europa.eu/newsroom/document.cfm?doc\\_id=45150](http://ec.europa.eu/newsroom/document.cfm?doc_id=45150)

<sup>1</sup> <http://newsrse.fr/wp-content/uploads/2019/02/GUIDE-2019-Egalit%C3%A9-mixit%C3%A9-diversit%C3%A9-INTEGRAL.pdf>; <https://rm.coe.int/cinquieme-rapport-sur-l-irlande/168094c576>;

<sup>1</sup> Amnesty International, juin 2015, Index : EUR 29/1597/2015

<sup>1</sup> <https://www.ouest-france.fr/europe/irlande/le-parlement-irlandais-vote-pour-la-legalisation-de-l-avortement-6128717>.

<sup>1</sup> <https://www.touteleurope.eu/actualite/le-droit-a-l-avortement-dans-l-ue.html>

<sup>1</sup> <http://newsrse.fr/wp-content/uploads/2019/02/GUIDE-2019-Egalit%C3%A9-mixit%C3%A9-diversit%C3%A9-INTEGRAL.pdf>

<sup>1</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS>

<sup>1</sup><https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/irlande/article/egalite-des-genres-dans-les-universites-l-irlande-peut-bien-mieux-faire>

<sup>1</sup> <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ADT.1524.LT.FE.ZS;>

<https://data.oecd.org/fr/eduatt/taux-de-scolarisation.htm>

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

<sup>1</sup> <https://resultats-elections.eu/outils/widget-pays/irlande/2019-2024/>

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland>

<sup>1</sup> <https://www.europe1.fr/international/irlande-des-femmes-postent-des-photos-de-leurs-sous-vestements-pour-protester-contre-un-acquittement-pour-viol-3801467>

<sup>1</sup> <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/step-it-up/commitments/ireland;>

<sup>1</sup><https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/take-action/commit/government-commitments;>

<https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/violences-faites-aux-femmes-des-lois-depassees-en-matiere-de-viol-partout-en>

<sup>1</sup> <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/ireland-should-remove-obstacles-to-the-equality-of-travellers-women-and-children>

<sup>1</sup> OIT, Laborstat - Yearly Statistics ; <http://www.expert-comptable-international.info/fr/pa>

Additional Information on the State Party's Submission (CEDAW/C/LTU/6),

Dans le cadre du projet européen Gender Balance Power Map

[https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs\\_376\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs_376_fr.pdf)